

DÉLIBÉRATION N° 3.02
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Alain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

3.02 _ CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE ENTRE LA CAF ET MONTÉLMAR-AGGLOMÉRATION

Marie-Pierre PIALLAT, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a des champs d'intervention multiples (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement et amélioration du cadre de vie, accès aux droits, accessibilité aux services...), qu'elle décline dans une approche territoriale globale, et qui croisent ceux de Montélimar-Agglomération, inscrits dans les compétences et le projet de territoire de l'agglomération.

La CAF de la Drôme et Montélimar-Agglomération ont souhaité conjointement s'engager dans une nouvelle forme de contractualisation à l'échelle du territoire, intitulée Convention Territoriale Globale.

Par délibération N°3.1 du 8 décembre 2021, le Conseil Agglomération a approuvé la convention cadre territoriale et stratégiques communs.

Au cours de l'année 2022, un travail partenarial a été engagé avec les acteurs du territoire pour partager les enjeux par thématique et les axes des feuilles de route, identifier les actions complémentaires. Les enjeux relevés par les acteurs sont en cohérence avec ceux qui ont été portés dans la convention cadre.

La Convention Territoriale Globale se substitue au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) qui arrive à échéance au 31 décembre 2022.

Ce dispositif garantit, à l'échelle du territoire, un maintien des financements précédemment versés dans le cadre des CEJ et en simplifie les modalités de calcul. L'engagement de la CAF est pluriannuel, ce qui constitue un gage de lisibilité et de stabilité financière pour chaque gestionnaire.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et 5211-9,

Vu le Code de la Famille et de l'aide sociale et notamment son article 138,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°1.1/2015 du 14 décembre 2015 définissant l'intérêt communautaire,

Vu la délibération du Conseil communautaire N°3.3 du 18 novembre 2019 portant renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse pour la période 2019-2022,

Vu la délibération n° 1.1 du Conseil communautaire du 12 juillet 2021 portant approbation du projet d'agglomération 2021-2030,

Vu la délibération 3.1 du Conseil communautaire du 8 décembre 2021 portant approbation de la Convention Territoriale Globale entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme et Montélimar-Agglomération,

Vu le projet de Convention Territoriale Globale entre la CAF et Montélimar-Agglomération annexé à la présente.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de la convention territoriale globale dans sa version définitive entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme et Montélimar Agglomération, pour la période 2022-2026.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer cette convention ainsi que tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président



Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance